

Le mot d'ordre de "jonction", de "liaison" avec le prolétariat industriel de notre pays a été lancé par le groupe dès 1967 (1). Dès cette date, quelques tentatives eurent effectivement lieu à ce niveau. Cependant, ce n'est qu'après les libérations que l'on s'engagea franchement dans la nouvelle voie (2). Depuis, presque deux années se sont écoulées. Le moment est venu aujourd'hui de dresser, sur la base des diverses expériences accumulées, le bilan de notre activité en direction - et au sein - de la classe ouvrière.

Dans le présent texte, seules les principales caractéristiques de ce bilan seront examinées. Elles sont au nombre de trois.

### I. Les rapports théorie-pratique, intellectuels-masses.

Lorsque nous avons commencé à travailler en direction du prolétariat industriel, nous concevions ces rapports de manière subjective et idéaliste. Nous pensions que les ouvriers, par leurs propres moyens, n'étaient pas capables d'accéder à la conscience prolétarienne. Nous pensions qu'il ne leur était pas possible, par leurs propres forces, de sortir du carcan de la lutte économique (le trade-unionisme) et de se forger une conscience politique révolutionnaire. Pour cela, disions-nous, il leur faut l'aide extérieure des intellectuels.

Les conceptions, que nous qualifions alors de léninistes, étaient - et demeurent - foncièrement anti-marxistes, foncièrement fausses et dangereuses. Elles étaient fausses parce que nous ne faisons pas "sortir" l'idéologie prolétarienne et la science socialiste, la théorie donc, de la pratique de la lutte de classes des ouvriers eux-mêmes, mais de la cervelle d'intellectuels dont l'origine et la situation sociales n'avaient pas grand-chose à voir avec celles du prolétariat. Ce faisant, nous inversons les rapports réels qui relient théorie et pratique : la théorie qui, pour la philosophie matérialiste est le produit de la pratique (3), nous pensions alors qu'elle pouvait naître et se développer en dehors et indépendamment d'elle (4).

L'idéalisme réside précisément dans cette inversion (5).

Notes : (1) Cf la "brochure d'Alger".

(2) Il faut bien garder en tête les conditions concrètes dans lesquelles la politique de jonction fut entamée :

- Le nombre extrêmement réduit de militants (rescapés);
- Le fait qu'ils étaient presque tous "grillés";
- L'absence d'expérience et de connaissance du terrain.

(3) Il n'est pas dit ici que la théorie ne peut pas avoir d'effet en retour sur la pratique mais uniquement que, de la pratique et de la théorie, c'est la première qui est déterminante.

(4) C'est ce qui explique par exemple que nous nous soyons, à ce moment là, (auto-)proclamés avant-garde du prolétariat alors qu'en fait rien ne l'autorisait.

(5) Cf "De la pratique" et "D'où viennent les idées justes ?".

De cette conception idéaliste des rapports théorie-pratique découlait une conception égocentrique, individualiste des rapports intellectuels-masses :

Dans les faits et, pour ainsi dire, spontanément, nous avons tendance à surestimer le rôle des intellectuels et à sous-estimer celui des masses, nous avons tendance à établir, au sein de l'organisation, un rapport d'inégalité entre les intellectuels et les ouvriers, un rapport où les premiers dominaient les seconds et étouffaient en eux toute créativité et tout esprit d'initiative. Pratiquement cela ralentissait terriblement le rythme du travail de jonction qui, de ce fait, piétinait. Les militants intellectuels continuaient, de manière presque inconsciente, à préférer se mouvoir au milieu de leurs semblables, leurs "frères de classe". Leur refonte idéologique, à proprement parler, ne s'effectuait pas dans la mesure où la liaison avec les éléments ouvriers d'avant-garde ne se réalisait qu'à une très faible échelle et dans des conditions où ces derniers, le plus souvent, de par le comportement des intellectuels à leur égard, étaient condamnés à très vite choisir entre le suivisme et la révolte.

La crise qui nous secouera alors et qui imposera de manière impérieuse et urgente le recours aux méthodes de critique et d'autocritique se posera en ces termes : nos anciennes positions (au sein des facultés et des lycées) que, par une compréhension sans nuances de la nouvelle orientation (6), nous n'étions pas parvenus à maintenir, nous ne les avons pas compensées par la conquête de nouvelles positions dans les usines.

La crise qui sèmera le désarroi dans nos rangs et entraînera les plus faibles vers le défaitisme et, pour certains parmi les autres, vers les tentatives de l'aventurisme. Nous sommes heureusement parvenus à déterminer à temps les raisons essentielles de cette situation et à apporter les correctifs qu'il fallait à notre travail. Ils étaient avant tout d'ordre idéologique. Il s'agissait de remplacer notre conception petite bourgeoise des rapports théorie-pratique et intellectuels-masses par une conception matérialiste, marxiste. Et c'est ce que nous avons essayé de faire en dégagant les principes suivants :

- Dans notre société dominée par le capitalisme et fondée sur la séparation du travail manuel et du travail intellectuel, la classe ouvrière n'a pas accès au savoir et à la théorie sinon dans des formes particularisées et atomisées. Cette donnée objective de la situation du prolétariat justifie et légitime l'intervention des intellectuels révolutionnaires.

---

Notes : (6) Et pareille compréhension était alors parfaitement nécessaire et légitime pour provoquer un effet de rupture irréversible.

(7) Dans le domaine organisationnel, deux erreurs, de contenu en apparence diamétralement opposé, ont été principalement commises. Ces erreurs n'étaient opposées qu'en apparence : elle ne constituaient en fait que les deux aspects contradictoires d'une même réalité.

à placer entre le II (p3) et A. (p3)

- Les intellectuels sont des révolutionnaires d'origine petite bourgeoise (et bourgeoise). En tant qu'intellectuels, ils peuvent aider la classe ouvrière dans la mesure où ils ont accès aux théories marxistes déjà constituées. Mais, du fait de leur statut de petit bourgeois (et de bourgeois) - statut déterminé par leur origine sociale et, dans une mesure plus ou moins grande, par leur situation actuelle -, ils doivent être conscients de leur limites et travailler sans répit à les dépasser. Ce travail de rééducation idéologique, il ne faut pas, bien sûr, le concevoir comme une sorte d'opération de perfectionnement et de purification morales de l'individu mais comme une méthode d'élimination de conceptions idéologiques rétrogrades au contact des ouvriers et en liaison avec les luttes réelles menées avec eux.

En d'autres termes, les intellectuels ne sont pas supérieurs aux masses, ils ont des choses à enseigner aux masses, mais ils ont aussi, ils ont surtout à se mettre à leur école. Et encore : il n'y a pas de théorie révolutionnaire sans pratique militante. Sans pratique révolutionnaire, les plus belles théories dégèrent en paroles vides de sens, génératrices, elles, de bonne conscience et de démission.

Pour donner une idée de l'importance pratique des idées qui précèdent, il suffit de dire que dans les secteurs où elles ont été admises et appliquées, le travail de liaison effectif s'est, en l'espace de quelques semaines, démultiplié.

C'est là le premier grand enseignement qu'il faut tirer de notre travail de ces deux dernières années.

## II. Le deuxième enseignement est d'ordre organisationnel.

### A. Le centralisme bureaucratique.

Cette première erreur, qui découle en droite ligne des présupposés idéologiques que nous avons vu plus haut, reposait sur une compréhension dogmatique, anti-historique des thèses du "Que faire ?" sur le travail d'organisation. Le "Que faire ?" que Lenine rédigea en 1902 à un moment où le mouvement ouvrier russe, qui se développait depuis plusieurs années de manière spontanée et semi-anarchique, commençait à piétiner du fait de l'absence d'une organisation centralisée et unique pour toute la classe ouvrière, ce "Que faire ?" donc, nous avons voulu en appliquer les principes organisationnels à notre propre situation qui était sur plusieurs points importants, très différente de celle que connaissait la Russie tsariste du début du siècle.

Alors que pour Lenine, il s'agissait de forger le moule organisationnel dans lequel il fallait faire entrer un mouvement ouvrier déjà existant, il incombaît à nous autres de faciliter la (re)naissance de ce mouvement dans notre pays. Nous n'avons pas été capables de tirer dès le début toutes les conséquences de cette différence fondamentale et nous avons fait nôtre sans beaucoup d'esprit

un certain nombre de principes qui ne nous convenaient pas. Le résultat en a été passablement caricatural : l'organisation a précédé le travail de liaison effectif avec le prolétariat; elle a englouti les meilleurs de nos éléments soit dans des tâches purement techniques (impression, diffusion, etc...), soit dans des tâches de "direction" sans participation à une quelconque activité concrète de jonction. L'organisation ne servait plus la politique elle l'étranglait; de moyen, elle se transformait en fin.

### B. Le laisser-aller organisationnel.

Un plus grand nombre de camarades a versé dans cette seconde erreur que dans la première. Il faut donc avoir une conscience bien nette de tout ce qu'elle entraîne de façon quasi automatique. En l'absence de toute organisation et de toute coordination :

- Il ne peut y avoir échange d'expérience et travail de bilan, il ne peut pas donc y avoir de ligne de masse;
- Il n'y a pas de ligne politique commune à tout le mouvement;
- Les tâches qui s'imposent objectivement à ce mouvement ne peuvent pas être toutes exécutées et ne sont pas contrôlées;
- Les individus qui essaient de pallier à l'inexistence d'un centre de coordination sont accablés de travail, qu'ils ne peuvent donc mener à bien, et versent dans l'activisme

Aujourd'hui nous avons encore à lutter et contre les conceptions bureaucratiques dans le domaine de l'organisation et contre ce qui constitue leur autre face, en quelque sorte : les conceptions individualistes et anarchistes. De ces deux maux, c'est le second qui, à l'heure actuelle, est le plus répandu. Il faut donc le combattre en priorité.

### III. Nous sommes sur la bonne voie.

N'est-il pas paradoxal, après avoir parlé de toutes ces faiblesses dans notre travail, d'écrire : "Nous sommes sur la bonne voie ?". Et bien non, nous sommes véritablement sur la bonne voie. Il en est ainsi parce que, pour la première fois, depuis que notre mouvement existe, nous avons commencé à mettre en accord nos actes avec nos (belles) paroles, nous avons commencé, dans les fait, à aller vers notre peuple. Et, en dernière analyse, c'est cela et cela seulement qui compte, c'est cela et cela seulement qu'il faut retenir, fondamentalement, en dépit de nos faiblesses, de nos difficultés et de notre vulnérabilité actuelles.

Aujourd'hui, nous avons commencé à combler le fossé qui, chez nous, a si souvent séparé la pratique de la théorie. Aujourd'hui, il est devenu possible de faire une autocritique qui ne soit pas l'oeuvre formelle de virtuoses du style et des "théories abstraites", mais celle de révolutionnaires qui, engagés dans une action politique réelle avec des militants ouvriers d'avant-garde, ont la

Les enseignements de deux années de travail en direction de la classe ouvrière.

volonté subjective d'en découvrir toutes les limites actuelles, pour aller de l'avant, dans les faits.

Aujourd'hui, nous pouvons, sans mauvaise conscience, lire et publier cette citation du camarade Mao :

"Comment s'y prendre pour déterminer si un jeune est révolutionnaire ou non ? Comment faire la distinction ? Il n'y a qu'un seul critère, c'est de voir si ce jeune veut se lier aux masses ouvrières et paysannes et se lie effectivement à elles. S'il le veut et s'il le fait, c'est un révolutionnaire; dans le cas contraire, c'est un non-révolutionnaire ou un contre-révolutionnaire".

Oui, nous sommes sur la bonne voie. Unissons nos rangs, armons-nous de courage et marchons de l'avant !

Paris le 9 Octobre 1969.

Monsieur  
Madame ,

Vous trouverez ci-joint une petition proposee à la signature de personnalités dans les domaines scientifiques et artistiques . Cette petition concerne la détention de deux membres de notre Direction Nationale , Djelloul Nacer , Vice-Président de l'UNEA et Djamel Labidi , membre du Comité Executif , arrêté le 10 Juillet 1968 dans les conditions les plus arbitraires puisque jusqu'à présent aucune charge ne pese sur eux , aucun jugement n'a été prononcé à leur encontre et leur statut en prison est celui des droits communs .

Depuis plus de quatre ans notre Union et les étudiants algériens n'ont cessé de manifester leur desir de participer plus efficacement à l'édification du pays et à son essor sur tous les plans , en particulier sur le plan universitaire , à condition que soient garantis les droits les plus élémentaires de fonctionnement démocratique et autonome d'un syndicat , c'est à dire libertes de réunion , d'organisation , d'expression . Malheureusement , à cette attitude constructive et pleine de maturité , il a été répondu par la repression (arrestations de dirigeants , de militants , d'étudiants , entraves aux activités des instances démocratiquement élues) , obligeant notre direction à continuer son mandat dans les pires conditions . Malgré cette repression , les tentatives de démantèlement de l'UNEA ont échoué grâce à la ferme volonté des étudiants de s'opposer à tout acte anti-démocratique et de sauvegarder leur organisation . C'est cette détermination des étudiants qui a permis à l'UNEA de surmonter les obstacles dressés sur son chemin , de parer aux provocations , de refuser toute forme de caporalisation .

Dans cette lutte , la sympathie de la population , la solidarité des travailleurs et des progressistes , nous ont confirmé dans la justesse de notre cause . Et la solidarité internationale , qui ne nous a pas fait défaut ne nous manquera pas dans cette nouvelle epreuve , nous en sommes convaincus .

C'est pourquoi nous vous demandons de joindre votre voix à celle de tous les democrates et progressistes qui apportent leur soutien au combat des étudiants algériens et de l'UNEA pour la liberation de Djelloul Nacer et Djamel Labidi , pour la reconquête des libertés démocratiques et syndicales , c'est à dire pour la normalisation des activités de l'UNEA dans le respect de ses statuts , de son programme , de ses instances démocratiquement élues , sans pression ni chantage .

Nous ouvrons également une campagne de solidarité materielle avec les étudiants algériens et l'UNEA . Vous voudrez bien envoyer votre contribution à Monsieur BETTAHAR Mohammed CCP n° 9231-13 PARIS . Les petitions signées doivent être adressées à  
- Monsieur BETTAHAR Mohammed 7 , Villa Robert Lindet Paris (5e)

Veillez croire , Monsieur , à notre profonde reconnaissance.  
Madame

P. Delegation Exterieur du  
Comité Executif

PETITION

LIBERATION DE DJELLOUL NACER ET DJAMEL LABIDI  
NORMALISATION DES ACTIVITES DE L'U.N.E.A.

Les signataires , convaincus de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Algérie , sont animés du seul souci de soutenir sa longue lutte pour l'indépendance réelle et le progrès social . C'est pourquoi ils ne peuvent rester indifférents à la situation qui est faite aux jeunes dirigeants étudiants , Djelloul Nacer , Vice Président de l'UNEA et Djamel Labidi , membre du Comité Exécutif , sur lesquels aucune charge n'est retenue sinon la fidélité à leur mandat syndical et à leur idéal . Leur arrestation et leur détention arbitraires constituent une atteinte grave aux libertés individuelles élémentaires et aux libertés syndicales , un coup porté à l'Algérie progressiste , un encouragement aux forces obscurantistes et rétrogrades .

L'attachement des étudiants algériens à leur organisation et aux libertés démocratiques et syndicales , leur lutte courageuse et conséquente aux côtés des masses laborieuses et déshéritées pour une Université démocratique , pour l'édification d'une économie indépendante dans une Algérie émancipée , nous commandent de leur témoigner aujourd'hui notre sympathie et notre appui le plus ferme . Considérant par ailleurs les mesures positives prises par le gouvernement algérien sur le plan économique et ses positions progressistes sur le plan international , nous croyons sincèrement que la libération de Djelloul Nacer et Djamel Labidi , la normalisation de la vie de l'UNEA dans le respect de son programme , de ses statuts et de ses instances démocratiques , vont dans le sens des options de l'Algérie au lendemain de l'indépendance .

Nous demandons donc la libération de Djelloul Nacer et Djamel Labidi condition indispensable à la normalisation effective de la vie de l'UNEA , ce qui ne peut que resserrer les rangs des forces de progrès en Algérie et contribuer à la consolidation de l'indépendance nationale et des acquis du peuple algérien .

---

NOM

QUALITE

SIGNATURE

## PROJET DE MANIFESTE

### DES INTELLECTUELS REVOLUTIONNAIRES ALGERIENS

#### 1) La situation internationale

L'époque actuelle peut être caractérisée comme étant celle de la crise généralisée du système capitaliste (crise monétaire, chômage, misère des pays sous-développés).

La nature même du capitalisme à son stade actuel est d'être impérialiste. Il ne peut se développer et survivre que s'il découvre de nouvelles richesses à piller, de nouvelles classes à exploiter, de nouveaux peuples à opprimer, de nouveaux profits à capitaliser.

Ainsi, l'exploitation néo-colonialiste et impérialiste s'étend de plus en plus aux zones délaissées jusque là parce qu'elles ne possédaient pas des richesses exploitables immédiatement. Aujourd'hui, quand les richesses naturelles font défaut, l'impérialisme n'hésite pas à exploiter directement la richesse humaine, comme en témoigne l'implantation de complexes industriels qui profitent du faible coût d'une main-d'oeuvre réduite au rang d'esclave du grand capital.

Par cette pénétration grandissante des rapports d'exploitation impérialistes dans des zones relativement démunies, les équilibres fondamentaux sont brutalement rompus et des masses de plus en plus nombreuses sont livrées à la famine.

La violence de l'oppression impérialiste, sa férocité même, le caractère implacable de son système d'exploitation dont le moteur est la recherche de profits toujours plus élevés, ont pour conséquence l'aggravation des contradictions tant à l'échelle des nations qu'à celle de la planète.

En se développant, l'impérialisme est condamné à développer les forces capables de s'opposer à lui et de le détruire.

L'époque actuelle doit aussi être caractérisée comme étant celle de la généralisation des luttes de classes.

Face à la domination impérialiste, la lutte révolutionnaire des peuples opprimés se développe. L'impérialisme ne trouve plus devant lui un terrain facile. L'installation de régimes fantômes, le maintien de bourgeoisies corrompues, l'appel aux armées mercenaires pour maintenir l'ordre n'empêchent pas les peuples opprimés de prendre conscience de plus en plus de leur situation et de se battre résolument contre la pénétration impérialiste.

A la tête de ce gigantesque combat, on trouve les peuples héroïques de l'Indochine qui infligent une défaite cuisante à l'impérialisme américain et qui démontrent par l'exemple que la guerre populaire prolongée aboutit à la victoire, face à l'impérialisme si puissant soit-il.

Partout, avec plus ou moins de force, en Asie, en Amérique Latine, en Afrique, les peuples se dressent pour réclamer la fin du pillage. Certains que l'on croyait disparus se manifestent à nouveau et imposent, par les armes, au monde entier leur existence. L'ampleur qu'a pris la juste lutte du peuple palestinien, malgré la trahison des Etats Arabes, revêt pour nous une signification toute particulière.

Mais, la montée des luttes ne s'arrête pas aux peuples des pays sous-développés. Elle touche aussi les masses des puissances impérialistes.

Dans ces pays, le développement de l'impérialisme avait eu pour effet de freiner le développement de la lutte des classes. Sous la pression des directions syndicales et des partis ouvriers réformistes, la lutte des classes s'est cantonnée sur le terrain de la lutte économique, donnant ainsi la possibilité à la bourgeoisie de satisfaire les revendications en lachant des miettes (produit du pillage du Tiers Monde), sans remettre en cause la nature même du système. Ce qui conduisit l'impérialisme à croire que son ordre durerait éternellement.

Mais, la lutte des peuples opprimés a modifié fondamentalement la situation internationale. Les efforts de l'impérialisme pour maintenir par la force sa domination sur les peuples des pays sous-développés ont entraîné une prise de conscience des jeunes, des étudiants, et parfois des travailleurs de ces pays qui refusent le plus souvent de se faire les complices des guerres impérialistes (exemple du Vietnam).

Des luttes d'une ampleur et d'une profondeur encore inégalées ont éclaté dans la plupart des pays riches. Elles continuent encore de secouer le centre du système impérialiste jusque dans ses fondations économiques, politiques, idéologiques.

## 2) La société algérienne

La société algérienne se présente comme une société de classes divisée en deux camps aux intérêts irréductiblement opposés :

- d'un côté, le camp des riches et des nantis, celui des bourgeois d'Etat, des affairistes et des propriétaires fonciers : exploitateurs et oppresseurs liés à l'impérialisme ;

- de l'autre côté, le camp des masses populaires opprimées, exploitées qui sont écartées des richesses de leur pays et des fruits de leur travail et dont la situation matérielle et morale n'a cessé de se dégrader depuis l'indépendance.

Entre les deux, une lutte de classe tantôt ouverte, tantôt larvée et cela, dès la fin de la guerre de libération nationale.

Ne pas tenir compte de cette réalité : l'existence d'une Algérie dans laquelle s'opposent des classes contradictoires et en lutte, indique une volonté de mystification et signifie que l'on soutient les classes dominantes.

La bourgeoisie, de son côté, tente par tous les moyens de masquer cette réalité. Elle nie farouchement l'existence des classes et de luttes de classes dans notre pays. Chaque jour, la propagande officielle diffuse l'idée que les intérêts de toutes les couches de la nation sont identiques. Elle se réfère constamment à une Algérie abstraite, qui ne contiendrait pas de contradictions, à la nation en général et à l'intérêt national, incarné bien entendu, par la bourgeoisie.

Il n'est plus question aujourd'hui de parler de l'Algérie comme au temps de la guerre de libération nationale en tant qu'UR tout uni. On ne peut plus mettre dans le même sac les exploités et les exploités, les oppresseurs et les opprimés, les riches qui continuent de s'enrichir et les pauvres qui ne cessent de s'appauvrir.

3) La nature de classe de l'Etat algérien

La lutte de libération nationale a été menée par les larges masses populaires organisées au sein du F.L.N. - A.L.N. Ce dernier, après avoir pendant une courte période reflété la volonté d'une poignée de militants nationalistes, d'en finir avec les attermolements et le défaitisme des directions nationalistes petites-bourgeoises, a été récupéré par la petite-bourgeoisie bureaucratique et une fraction importante de la bourgeoisie qui en ont pris la direction afin de mieux en contrôler le développement de la lutte et d'éviter sa radicalisation.

L'indépendance a été marquée par l'éclatement du F.L.N. dont la crise en juillet 1962 n'était qu'un reflet de l'aggravation soudaine des contradictions de classes au sein d'une société algérienne libérée de la colonisation directe.

L'absence d'un mouvement autonome des travailleurs a permis à la petite-bourgeoisie de conquérir l'appareil d'Etat en démobilisant les masses et en s'appuyant sur les puissances impérialistes et social-impérialistes.

Dès ce moment, un processus d'installation d'une nouvelle classe d'exploiteurs dans notre pays s'est déclenché. On peut y relever deux étapes :

- la période Ben Belliste au cours de laquelle une fraction de la petite-bourgeoisie bureaucratique (cadres du F.L.N. et de l'A.L.N., anciens administratifs, aristocratie ouvrière) a manipulé les masses et s'est servi de leurs revendications pour se donner une base économique aux dépens de l'ancienne bourgeoisie et des ex-colonisateurs. Durant cette période de grande confusion, les mesures qui visaient la consolidation de la classe dominante semblaient aller dans le sens des masses populaires, ce qui a eu pour effet de tromper leur vigilance et de les démobiliser.

- le coup d'Etat du 19 juin marque la jonction entre la bourgeoisie d'Etat, nouvellement constituée et l'ancienne bourgeoisie. L'intégration de la petite-bourgeoisie technocratique liée idéologiquement à l'impérialisme a permis, sous prétexte d'efficacité et de rentabilité économiques de porter un coup sérieux aux acquis des masses, notamment dans le domaine de l'auto-gestion et de rationaliser la pénétration impérialiste sous couvert de mise en valeur des richesses naturelles et par le biais de la création de sociétés dites nationales : SONATRACH, S.N.S., etc ...

L'Etat algérien est un Etat capitaliste dominé aux mains d'une alliance de diverses couches de la bourgeoisie (bourgeoisie d'Etat, bourgeoisie compradore, propriétaires fonciers, etc ...). Son appareil joue dans notre pays un double rôle :

- d'une part, il est un instrument de domination et de répression (armée, police, administration) au service de la bourgeoisie et destiné à intimider les masses.

- d'autre part, il est un moyen d'enrichissement d'une minorité de privilégiés, grâce à la redistribution des profits réalisés dans le secteur d'Etat et des prélèvements effectués sur le dos des travailleurs des autres secteurs (paysans pauvres, émigrés, petits commerçants, petits artisans, etc ...). En ce sens, il est un instrument d'exploitation détenant une grande partie des moyens de production de notre pays et de constitution de la nouvelle bourgeoisie.

Soulignons au passage que l'appareil d'Etat est aussi un instrument de la domination idéologique de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie bureaucratique algériennes. Ce rôle n'est pas négligeable dans notre pays où la diffusion des idées fausses et démagogiques atteint un niveau très élevé.

#### 4) La politique des classes dominantes

La politique de pillage des ressources naturelles de gaspillage et d'exploitation, n'a pas d'autre but que de réaliser ces objectifs des classes bourgeoises dominantes.

Pour nous en convaincre, examinons trois développements récents de cette politique : le Plan quadriennal, les nationalisations dans le secteur pétrolier et la "révolution agraire".

##### Le Plan quadriennal

Tout d'abord, il cherche à rentabiliser l'économie de notre pays de façon à en extraire le maximum de profits au bénéfice de la bourgeoisie algérienne et de ses alliés impérialistes. De ce point de vue, son axe principal est le développement des investissements dans le secteur des hydrocarbures (constructions de pipe-lines, de complexes de liquéfaction, de raffineries, etc ...) dans le but d'accroître le volume des exportations de produits énergétiques en liaison avec le changement de spécialisation de l'Algérie dans la division internationale du travail.

Le financement de ces investissements est obtenu par une aggravation de la fiscalité qui touche les larges masses, par les prélèvements nombreux réalisés sur le secteur agricole (l'autogestion), par l'accroissement des taxes sur la consommation et le blocage des salaires sous prétexte d'austérité, par les devises obtenues grâce à l'augmentation du nombre des travailleurs émigrés. En un mot, par le renforcement des mécanismes de paupérisation des masses populaires.

L'impérialisme et le social-impérialisme participent à ce financement du pillage de nos richesses naturelles en accordant des prêts et des crédits qui servent à l'achat des biens d'équipements prévus dans ces investissements (et, aussi, des biens de consommation de luxe dont a besoin la bourgeoisie algérienne).

Dans l'ensemble, l'opération Plan quadriennal peut se résumer dans la mise en oeuvre de mécanismes de pompage des richesses produites par les travailleurs et leur transfert vers la bourgeoisie algérienne et ses alliés impérialistes, grâce au développement des échanges commerciaux.

Mais, le Plan a un autre rôle : il met en place les moyens juridiques et idéologiques qui permettront de contenir le mécontentement des masses populaires, appels aux sacrifices, à l'austérité, au patriotisme, promesses démagogiques d'un sort meilleur, etc ...

#### Les nationalisations dans le secteur pétrolier

Elles ont été présentées par la bourgeoisie comme une nouvelle étape de la révolution, comme un pas vers l'achèvement de l'indépendance économique alors qu'en fait, elles recouvrent seulement une reconversion des formes de l'exploitation des richesses énergétiques de notre pays, sans changer ni la nature, ni l'orientation vers le marché capitaliste mondial de cette exploitation.

En réajustant ses alliances, et en modifiant le partage des bénéfices à son avantage, la bourgeoisie algérienne ne manifeste nullement l'intention de sortir du marché capitaliste mondial, bien au contraire, elle cherche à s'y intégrer davantage en augmentant ses capacités de pillage et d'exportation.

#### La réforme agraire -

Ici, encore, l'objectif est double :

- d'une part, il s'agit en étendant le contrôle de l'Etat sur des terres qui lui échappent encore, d'augmenter les possibilités de prélèvements sur la paysannerie, notamment en provoquant par des transformations techniques un accroissement de la production et de la productivité qui pourrait financer les dépenses du Plan quadriennal (c'est du moins le schéma du pouvoir).

- mais, d'autre part, la "révolution agraire" est un argument idéologique visant à remplacer celui de l' "industrialisation" dont les échecs sont patents et susceptibles de faire miroiter aux yeux des masses paysannes l'espoir d'un changement prochain afin de stopper l'exode rural qui prend des proportions inquiétantes pour le régime.

Cette politique de la bourgeoisie a pour conséquence l'aggravation des contradictions de classes dans notre pays. En concentrant les richesses à un pôle de la société algérienne, elle accumule la misère et la pauvreté pour les larges masses. L'écart, entre la bourgeoisie qui s'enrichit et étale de façon ostensible sa richesse et les masses qui s'appauvrissent de plus en plus, va s'agrandissant.

De ce fait, le mécontentement atteint un niveau élevé et nombreux sont les Algériens qui s'interrogent sur les moyens d'en finir avec une situation qui ne cesse de se détériorer.

### 5) La situation des masses

Dix ans après l'indépendance, on peut dire que le changement radical pour lequel le peuple algérien s'est soulevé le 1er novembre 1954 n'a pas eu lieu.

#### Le chômage -

Il s'est encore accru, malgré les promesses démagogiques du pouvoir sur les effets bénéfiques de sa politique d'industrialisation. En fait, comme on l'a vu, la politique poursuivie par le pouvoir est orientée vers la création de secteurs rentables économiquement, capables d'enrichir rapidement la bourgeoisie et non vers la création d'emplois, objectif principal de millions d'Algériens sans travail. Chaque année, des dizaines de milliers de jeunes en âge de travailler se trouvent réduits au chômage humiliant. Depuis l'indépendance, des centaines de milliers de paysans et d'ouvriers agricoles abandonnés à leur sort ont été contraints de quitter les campagnes pour gagner les centres urbains où ils ont grossi le nombre de ceux qui attendent un emploi hypothétique dans les bidonvilles.

A tous ces chômeurs, il faudrait encore ajouter les victimes des licenciements dans l'autogestion et aussi dans les unités industrielles ; licenciements qui touchent des travailleurs qualifiés qui, de ce fait, viennent grossir le nombre des candidats à l'émigration.

Le seul secteur où l'emploi s'est développé dans notre pays est le secteur bureaucratique parasitaire.

#### La misère

Conséquence du chômage, elle s'est encore aggravée à cause de la hausse vertigineuse du coût de la vie. En outre, la baisse de la production, conséquence de la destruction du secteur agricole qui ne répond plus aux besoins de la population, entraîne des pénuries chroniques et de plus en plus durables de la plupart des produits de première nécessité. La famine guette nos campagnes et nos villes, alors que dans le même temps, les meilleures terres de notre pays produisent pour l'exportation au grand bénéfice des bourgeois de l'Etat et des affairistes.

L'ignorance

L'ignorance et l'obscurantisme se sont développés et la politique de scolarisation du pouvoir poursuit des objectifs de classe. Elle vise en fait à produire les cadres et les agents de maîtrise, nécessaires au développement du capitalisme dans notre pays, sans pour autant éclairer les enfants des masses populaires et leur donner les moyens d'échapper aux superstitions et au maraboutisme. Seuls les enfants des classes privilégiées profitent d'un enseignement qui en fera les cadres supérieurs de l'Algérie de demain et leur permettra de perpétuer la domination de la bourgeoisie.

La répression

A cela, il faut ajouter la répression brutale qui réduit le peuple au silence. L'U.G.T.A., vidée de son contenu, caporalisée, est devenue une arme contre les travailleurs.

Le droit de grève a été supprimé, le mouvement des étudiants a été durement réprimé, la police et la gendarmerie apparaissent comme essentiellement dirigés contre les chômeurs, les mendiants, les vendeurs ambulants, les cirqueurs, les jeunes ...

Malgré cela, du point de vue des masses, la situation s'est largement clarifiée depuis l'indépendance. Le mythe de l'union nationale a volé en éclats, malgré la propagande de la bourgeoisie qui cherche à tout prix à maintenir l'illusion que "tous les Algériens sont des frères".

Dans leur grande majorité, les masses ont pris conscience de la nature de classe de l'Etat algérien et de l'opposition irréductible de leurs intérêts avec ceux de la bourgeoisie. C'est là un aspect nouveau dont il faudra tenir compte et qui explique les opérations de la bourgeoisie algérienne.

Bien que toutes les tentatives de riposte des travailleurs sont actuellement réprimées, on peut penser qu'un terrain favorable à la mobilisation des masses et à la propagation des idées révolutionnaires commencent à se créer dans notre pays.

6) Les contradictions dans notre pays

Compte-tenu de ce qui vient d'être dit, nous considérons que la lutte anti-impérialiste n'est pas une lutte de slogans ou de discours, mais un processus de lutte prolongée des masses contre la base de la domination impérialiste dans notre pays et, en particulier, les classes exploiteuses locales et leur instrument d'oppression : l'Etat algérien.

Contrairement aux révisionnistes, nous considérons :

1) que la contradiction principale dans notre pays est celle qui oppose la minorité de bourgeois d'Etat, compradores et terriens, et leurs valets petits-bourgeois, à l'immense majorité du peuple algérien.

Cette contradiction principale a une base objective : elle découle de la structure économique de notre pays. La bourgeoisie et ses valets s'approprient par la force les richesses de notre pays qu'ils partagent avec l'impérialisme. Cette contradiction s'exprime dans la lutte des classes.

La contradiction principale interne (bourgeoisie-peuple algérien) est liée à la contradiction externe (impérialisme-peuples opprimés) mais la frontière de la lutte des classes passe à l'intérieur de l'Algérie. L'impérialisme est l'ennemi principal de tous les peuples, il agit dans notre pays par l'intermédiaire de ses valets locaux, aussi la lutte anti-impérialiste, la lutte pour le socialisme passe par la lutte contre les agents locaux de l'impérialisme. En d'autres termes, la cible de la révolution dans notre pays, c'est la destruction du pouvoir d'Etat.

2) Qu'à côté de cette contradiction principale il existe des contradictions secondaires :

- les contradictions entre les classes dominantes et principalement celles qui opposent la bourgeoisie d'Etat liée au super-impérialismes américain et russe aux capitalistes privés qui cherchent à conclure des affaires avec des impérialismes plus modestes. Cette contradiction s'exprime dans les luttes politiques qui secouent le pouvoir l'Etat en Algérie.

Vraisemblablement, les luttes inter-impérialistes s'aiguisent du fait de la phase de déclin de l'impérialisme et elles se répercuteront violemment dans les conflits entre fractions des classes dominantes qui iront en s'aggravant.

- les contradictions au sein du peuple

Ce qui fait la force de la bourgeoisie, ce n'est pas sa puissance économique, sa cohésion, mais c'est la faiblesse des masses populaires, c'est-à-dire l'absence d'unité. Les masses populaires, dominées, exploitées, opprimées renferment en elles mêmes des contradictions secondaires, elles sont divisées : travailleurs et non-travailleurs, paysans et ouvriers, petits commerçants, artisans et travailleurs salariés, intellectuels révolutionnaires et travailleurs manuels ... oppositions non antagonistes qui ont une base objective dans la structure de classes, mais on trouve aussi des oppositions à l'intérieur des mêmes couches, exemple : ouvrier berbérophone et ouvrier arabophone, oppositions tribales, etc ... Ces contradictions sont le reflet au sein des masses de l'idéologie bourgeoisie dominante ; elles sont le résultat d'une lutte idéologique de la bourgeoisie qui diffuse au sein des masses les idées fausses qui amèneront leur division.

7) La voie "non capitaliste" (critique de la conception révisionniste)

"Le système colonial de l'impérialisme s'est effondré pour l'essentiel. De jeunes Etats, après avoir conquis leur indépendance politique, ont choisi une voie non capitaliste, en dépit des difficultés et malgré les contre-attaques de l'impérialisme". C'est du moins ce qu'affirment les théoriciens révisionnistes du P.C. auxquels les révisionnistes algériens emboîtent le pas pour expliquer que cette voie doit permettre de "combler un retard de plusieurs siècles par rapport aux pays les plus développés" et que "le développement économique du pays se réalise sous la direction de l'Etat, selon un plan ... avec l'aide des pays socialistes." Voilà, en fait, l'issue de cette voie.

A la domination des pays impérialistes, on propose de substituer celle du social-impérialisme des pays de l'Est. L'exemple le plus frappant de ce type de transformation "non capitaliste" est celui de l'Egypte : il est édifiant à plus d'un titre.

Ainsi, la voie non capitaliste, cette troisième voie prétend édifier le socialisme sans détruire les rapports de production capitalistes ; elle se définit uniquement par rapport à l'existence d'un secteur d'Etat dans l'économie. Cela signifie-t-il au moins que l'Etat qui garantit ce secteur doit avoir un caractère prolétarien ? Non, puisqu'on nous dit que l'Etat de démocratie nationale qui correspond à la voie non capitaliste est un Etat qui "ne sera pas l'Etat d'une classe, ni même de deux classes : les ouvriers et les paysans. Ce ne sera pas non plus la dictature d'une ou de deux classes. Ce sera un Etat incarnant les intérêts de toute la partie patriote de la nation" car "la direction de la classe ouvrière n'est pas une condition préalable pour qu'un pays s'engage dans la voie de la démocratie nationale".

Cela est clair, la voie non capitaliste revient à demander aux travailleurs, aux ouvriers et aux paysans de soutenir la bourgeoisie d'Etat dans sa politique de consolidation du système capitaliste et de la domination impérialiste. N'est-ce pas là le rêve de tous les technocrates : éliminer les contradictions de classes?

N'est-ce pas prôner la collaboration de classe que de demander aux travailleurs de soutenir un Etat sur lequel ils n'ont aucun droit de regard ?

Quant au rôle progressiste du secteur d'Etat, l'exemple de notre pays n'est-il pas suffisant ?

Les sociétés nationales y ont servi de couverture à la pénétration impérialiste, c'est-à-dire à l'accroissement de la dépendance. Il a été aussi un moyen de formation d'une nouvelle bourgeoisie. Mais, pour ce qui est des travailleurs (ouvriers de l'autogestion, de la SONATRACH), ce sont les plus exploités, en même temps que les plus écrasés : la grève dans le secteur d'Etat n'est-elle pas punie par deux ans de prison ?

Les révisionnistes algériens dévoilent d'ailleurs clairement leur jeu. Pour eux "la contradiction principale dans notre pays ... c'est la contradiction qui oppose tous les partisans du développement économique indépendant de l'Algérie à l'impérialisme international et son alliée naturelle la réaction interne".

La contradiction principale n'oppose plus des classes, mais des opinions !

Afin de mieux faire passer leur politique opportuniste, les révisionnistes algériens la théorisent. C'est ainsi que cela est devenu un dogme de considérer que la fin du système colonial correspond à l'indépendance politique et qu'il ne s'agit plus pour nous que de conquérir l'indépendance économique. C'est là une mystification.

L'indépendance, conquise par la lutte de libération nationale, est une indépendance formelle, juridique (un drapeau et un fauteuil à l'O.N.U.), mais elle n'est pas une indépendance politique car elle ne remet pas en cause l'appartenance de notre pays à la sphère de domination impérialiste qui n'est pas seulement économique, mais fondamentalement, essentiellement politique.

Ce n'est un secret pour personne que le système colonial "en s'effondrant" a laissé la place à un système néocolonial rigoureux, sauf dans les pays qui ont rompu avec le marché capitaliste mondial (Chine, Vietnam, Corée du Nord).

L'indépendance juridique modifiée par contre les conditions de la lutte dans notre pays. Car, à la différence de la lutte de libération nationale, qui avait comme objectif la "souveraineté nationale", la lutte qui doit se dérouler aujourd'hui dans notre pays a pour cible le système capitaliste lui-même. Ce déplacement de la contradiction principale est un pas en avant. C'est pourquoi, on ne doit **absolument pas** admettre les confusions introduites par les révisionnistes algériens.

8) L'analyse du sous-développement

9) La critique des théories de développement

10) Les étudiants Algériens

Depuis 1962, le nombre des étudiants a notablement augmenté ; mais, du point de vue de l'origine sociale, il n'y a pas eu de changement. Les étudiants Algériens restent, dans leur grande majorité, issus de milieux bourgeois ou petit-bourgeois. Les quelques centaines d'étudiants issus des milieux humbles se débattent dans d'innombrables difficultés matérielles. Ils forment une catégorie d'étudiants de seconde zone et une base de recrutement pour les instituts technologiques "bidons" et l'A.N.P.

A côté d'eux, il existe une couche de super-étudiants fonctionnaires surpayés cherchant un diplôme, boursiers de la SONATRACH, de l'A.N.P., futurs cadres de l'"algérianisation", pris en charge par des sociétés étrangères. Sans oublier que chaque ministère a ses propres étudiants qu'il couvre de privilèges.

Sans entrer dans le débat sur la validité du mot d'ordre de l'UNEA de démocratisation de l'enseignement supérieur (qui ne tient pas compte de la nature de l'université), on peut constater sans peine que la sélection se fait déjà au niveau de l'enseignement primaire dont on connaît la médiocrité et le caractère discriminatoire. La quasi-totalité des fils de paysans et d'ouvriers ne parvient pas au niveau du secondaire (cf. Séminaire sur les "déperditions" scolaires) et, si certains y arrivent, ils en sont systématiquement éliminés par un enseignement trop cher pour les revenus de leurs parents.

Quant à l'université algérienne, elle a gardé son caractère bourgeois, car le choix du pouvoir est de développer une université de classe destinée à fournir des technocrates imprégnés de rationalité occidentale, pratiquant fermement le culte de l'apolitisme, colonisés mentalement et méprisant les masses incultes ... Bref, les "cadres", l'"élite" dont la bourgeoisie d'Etat a un pressant besoin.

L'U.N.E.A., par sa phraséologie révolutionnaire, liée à une pratique corporatiste n'est pas étrangère à cette dépolitisation de l'étudiant algérien, enfermé dans des sanctuaires infranchissables du quartier des facultés ou du "115" d'où sont exclus les ouvriers.

Ce n'est pourtant pas l'effet du hasard si le milieu étudiant est imbu de son importance et si le culte des études (considérées comme un moyen de réussir) est poussé à l'extrême ; les intellectuels algériens font partie des principaux bénéficiaires de l'indépendance : ils occupent une position privilégiée dans l'appareil d'Etat avec les avantages matériels que cela comporte ! Et le mouvement continue. A diplôme égal, un intellectuel peut espérer une "situation" nettement supérieure à celle de son homologue européen.

Pourtant, certains étudiants sont mécontents. Ils se plaignent du caractère autoritaire du régime, des restrictions sur les sorties à l'étranger, de l'insuffisance de l'enseignement et de sa qualité douteuse, des interférences bureaucratiques et policières sur le  cours de leurs études  et, enfin, de la concurrence de la coopération technique, favorisée du point de vue des salaires et des responsabilités.

Compte-tenu de tout ce qui précède, on peut affirmer que le milieu étudiant est loin d'être homogène, aussi bien du point de vue de son contenu que du point de vue de ses idées.

Aussi, devons-nous souligner une force qui est loin de faire figure d'avant-garde et que s'il existe des étudiants révolutionnaires ou "marxistes", en général, ils ne sont pas encore passés à la pratique.

#### 11) L'UNION NATIONALE DES ETUDIANTS ALGERIENS

Nous devons distinguer deux étapes :

- avant le coup d'Etat du 19 juin, l'U.N.E.A. sollicitait la tutelle du pouvoir et, notamment celle du parti du F.L.N. : "les organisations de masses doivent aussi prolonger et compléter à leur niveau le travail d'explication et de mobilisation des masses entrepris par le parti ..." et encore "l'action (de l'UNEA) contrôlée par le bureau politique du F.L.N. vise à la mobilisation des étudiants" (Charte des étudiants). L'UNEA apparaît donc comme une courroie de transmission du parti unique dont le but est d'être une "organisation de masse qui groupe tous les étudiants acceptant la Charte d'Alger" (ceux qui n'acceptent pas la Charte d'Alger sont purement et simplement qualifiés de contre-révolutionnaires). Bien sûr, comme on n'attire pas les mouches avec du vinaigre "l'UNEA est aussi l'organisation syndicale qui doit défendre les intérêts moraux et matériels des étudiants". Or, ses attributions dans ce domaine étaient très importantes : bourses, avantages sociaux, voyages, etc ... tout passait par l'UNEA dont les dirigeants étaient directement en contact avec le président de la République - secrétaire général du parti : Ben Bella.

Avant le 19 juin, la direction de l'UNEA ne voyait dans un syndicat de masse des étudiants qu'une proie facile à entraîner (à l'aide de slogans creux) dans les manifestations de soutien au régime et autres campagnes de l'arbre et pour appuyer la petite-bourgeoisie bureaucratique (aile gauche du F.L.N.) dans sa lutte souterraine pour le contrôle de certains appareils d'Etat.

-après le 19 juin : la direction de l'UNEA se trouve écartée, ainsi qu'une partie de la petite-bourgeoisie bureaucratique.

a) dans un premier temps, elle tente d'entraîner les jeunes et les étudiants dans des manifestations pro-benbellistes, invoquant la légitimité du pouvoir précédent et le caractère réactionnaire du pouvoir incarné par BOUMEDIENNE.

b) la direction de l'UNEA participe à la reconversion du P.C.A. en O.R.P. dont elle se contente depuis lors de répercuter les positions et les mots d'ordre.

c) à l'usage de la base, l'UNEA se bat pour ce qu'il est convenu d'appeler la normalisation de la vie de l'Union : en un mot, pour la démocratie. Quelle démocratie ?

La direction de l'UNEA a repris à son compte la théorie révisionniste des deux aspects du pouvoir d'Etat; le rôle des étudiants étant d'appuyer l'aspect progressiste qui se réalise dans des mesures positives contre la "réaction interne et l'impérialisme" qui ne sont pas plus définis que cela.

Hier, en Algérie, Ben Bella représentait l'aspect progressiste et BOUMEDIENNE l'aspect réactionnaire. Ensuite Zbiri et le clan de l'Est sont devenus cet aspect progressiste. Contre Medeghri et Abdesslam qui personnifiaient la réaction, Boumedienne étant l'arbitre. Aujourd'hui, Boumedienne est l'aspect progressiste et Kaid Ahmed la réaction ...

Face à la réaction et à l'impérialisme "les révolutionnaires et les patriotes, où qu'ils soient, doivent former un front ...". Tout cela montre bien que la direction de l'UNEA se refuse à faire une analyse de classe nette et à fonder le combat révolutionnaire sur le seul terrain qui soit valable : celui de la lutte des classes.

Dans la pratique, la direction de l'UNEA cache sous un vocable de normalisation de la vie de l'Union :

- d'une part, la reconnaissance du F.L.N. comme parti unique, en compensation de la reconnaissance, par ce même F.L.N., de l'UNEA comme organisation unique des étudiants (voir déclaration du 1er novembre 1968) ;

- et, d'autre part, le désir de prendre part aux luttes d'appareil à l'intérieur du pouvoir.

Dans ce sens, la direction de l'UNEA diffuse une idéologie opportuniste et capitularde. Dans les faits, elle nie la réalité de la lutte des classes et le rôle dirigeant de la classe ouvrière, plaçant au poste de commandement la petite-bourgeoisie dont elle reflète l'idéologie techniciste. (culte des études : "il n'échappe à aucun étudiant algérien que son premier devoir est de mener à bien ses études et de devenir le cadre dont le pays a besoin" dans Révolution à l'université, n° 4).

En s'investissant d'une étiquette de progressisme, la direction de l'UNEA freine le développement de la lutte politique au sein du milieu étudiant et le fourvoie dans l'impasse du réformisme.

A cela, il faudrait encore ajouter les méthodes bureaucratiques, les manipulations des étudiants en butte à des difficultés matérielles (chambres, bourses) le népotisme et le copinage, l'absence de vie à la base de l'Union ou les A.G. sont réduites à la répétition de quelques slogans promus au rang de vérités universelles. Sans oublier les techniques bureaucratiques de conduite des Assemblées générales, jusque et y compris, le terrorisme politique.

12) Le syndicalisme étudiant

Quelle définition se donne elle-même l'UNEA ?

- d'une part, elle se veut une organisation de masses destinée à défendre les intérêts moraux et matériels de tous les étudiants. En d'autres termes, il suffit d'être régulièrement inscrit dans une université pour être membre de plein droit de l'Union. Dans ce cas, le seul trait commun entre les membres de cette Union est le fait d'être étudiant. Pourquoi, alors, les étudiants devraient-ils avoir une organisation de masses pour défendre leurs intérêts ? Serait-ce en tant que classe ? Certainement pas, puisque les intérêts des étudiants et la conscience qu'ils en ont ne sont pas les mêmes. (Nous avons vu plus haut que le milieu étudiant n'est pas homogène). Il faudrait donc, pour qu'une telle union soit viable, qu'elle soit strictement apolitique. Or, c'est là le corporatisme classique que, même les étudiants des pays occidentaux dont les problèmes sont pourtant différents des nôtres remettent en cause.

- d'autre part, et précisément dans le but d'éviter cet écueil, l'UNEA se définit comme une organisation d'avant-garde, engagée dans la construction du socialisme (par la défense de la Charte d'Alger !) et ayant par conséquent une orientation politique précise, qui ne peut nullement être celle de tous les étudiants.

C'est là une contradiction de taille. La direction de l'UNEA la résoud en se présentant, selon les circonstances, tantôt sous un aspect, tantôt sous l'autre. Or, un mouvement étudiant engagé ne saurait être un mouvement ouvert à tous, sauf dans un seul cas : celui où la masse ne serait qu'un instrument de manoeuvre entre les mains d'une direction engagée.

Tout au long de son histoire, le mouvement étudiant algérien a justement été un exemple de ce type d'organisation à savoir une direction tirant son autorité du pouvoir en place et utilisant divers moyens bureaucratiques pour étendre son contrôle à la masse des étudiants. C'est ce que fait la direction actuelle et ce que font les soi-disant étudiants militants, parachutés par Kaïd AHMED.

A cet égard, l'exemple des grèves d'étudiants des années écoulées est très significatif. La direction de l'UNEA a limité, par "souci de réalisme" les revendications aux intérêts immédiats (démocratie, autonomie, bourses, etc ...) les dissociant de la lutte pour les intérêts à long terme. Cela, pour ne pas avoir à poser les problèmes de la nature de l'Etat et ceux de la prise du pouvoir par la classe ouvrière. En se maintenant à des revendications strictement estudiantines, la direction de l'U.NEA faisait en sorte de se couper des masses populaires, bien qu'en apparence elle appelait l'UGTA à la soutenir.

Ces quelques réflexions nous amènent à la question suivante : le syndicalisme étudiant a-t-il un sens dans un pays sous-développé ? Il faut se méfier des amalgames faciles : les ouvriers - quel que soit leur nombre - ont le devoir de s'organiser en syndicat, en organisation de masse, car la défense de leurs intérêts économiques propres remet en cause, nécessairement le système global. Les ouvriers constituent une classe sociale. Nous avons vu qu'il en était

tout autrement pour les étudiants. Leur regroupement, en tant qu'étudiants-et seulement en tant que tels - les conduit au corporatisme et au soutien des classes dominantes. La réponse est donc claire : un étudiant révolutionnaire ne peut agir que sur une base politique en se mettant au service du programme ouvrier.

### 13) Les étudiants et la révolution socialiste

Que peuvent faire alors les étudiants et, notamment, ceux qui se posent des problèmes ? Doivent-ils se croiser les bras et attendre des jours meilleurs ? Doivent-ils se murer dans la neutralité de leurs études et s'isoler des réalités sociales et politiques ? Non, bien sûr.

Faut-il alors militer au sein de l'UNEA en sachant ce qu'elle représente et ce qu'elle veut ?

Faut-il participer aux illusoire mystifications sur une prétendue lutte anti-impérialiste; en prenant part de temps à autre à un meeting et se donner à hon compte, une conscience révolutionnaire ? Ne faut-il pas plutôt chercher de toutes ses forces à lier l'effort des étudiants avancés à celui des militants avancés de la classe ouvrière en vue de construire une parti d'avant-garde ?

Le choix qui se pose aujourd'hui à un étudiant algérien est le suivant : ou devenir l'agent conscient ou inconscient de la classe dominante et, de la sorte, participer à la mise sous dépendance de notre pays et à son exploitation ou se placer dans le cadre de la lutte des classes et choisir le camp des exploités et des opprimés. Il n'y a pas d'alternative.

Si l'on choisit de faire le chemin aux côtés des ouvriers et des paysans, cela signifie que l'on a une position de classe nette, cela signifie que l'on accepte de mettre ses compétences au service des ouvriers, de la révolution socialiste contre la bourgeoisie et ses maîtres impérialistes, cela signifie que l'on accepte de se battre jusqu'au bout, jusqu'à la réalisation du programme ouvrier.

Cela signifie, en même temps, que l'on veut faire correspondre sa pratique à sa théorie, c'est-à-dire que l'on accepte de militer dans un parti ouvrier et non de constituer une organisation à part d'étudiants et d'intellectuels révolutionnaires (un club ou un groupuscule). Cela signifie, en un mot, que l'on veut être, dans tous les sens du terme : un militant ouvrier.

Faut-il pour cela négliger le travail dans le milieu étudiant ? Non, car les étudiants, à cause de leurs traits spécifiques peuvent, dans une large mesure, être gagnés aux idées révolutionnaires. Certains d'entre eux peuvent même quitter le terrain de la pure spéculation intellectuelle pour entrer dans celui de l'action. Ceux-là ont un rôle important à jouer : diffuser l'idéologie socialiste, analyser scientifiquement la situation ... leur présence aux côtés des ouvriers est nécessaire : ni dirigeants, ni sous-militants, mais des militants à part entière.

Travailler en milieu étudiant, y populariser les luttes ouvrières et paysannes, y combattre les idées de la bourgeoisie (diffusées par l'enseignement officiel) sont des tâches de la construction du parti d'avant-garde de la classe ouvrière.

Les étudiants, dans un premier temps, doivent saisir toutes les occasions pour se regrouper afin de discuter, de s'éduquer, de clarifier leurs idées, de formuler leurs revendications et d'étudier les moyens de lier leurs actions à celles des ouvriers. Dans un second temps, l'accumulation de cette expérience théorique et pratique doit les amener à jouer pleinement leur rôle à toutes les étapes du développement de la révolution socialiste et de la construction du socialisme en Algérie.

o o o